

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2887

[C — 2008/29393]

20 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les articles 4 et 43, alinéa 2;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement, donné le 13 septembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 28 novembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 13 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 21 mars 2008;

Vu l'avis n° 44.383/4 du Conseil d'Etat, donné le 08 mai 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'enfance et de l'aide à la jeunesse;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance est remplacé par ce qui suit :

« 1° La prise en charge d'un enfant, tant en hébergement qu'en suivi post-hébergement, peut être prolongée sur la base :

a) d'une demande dûment justifiée et introduite conformément à la procédure décrite au § 2 lorsqu'il s'agit d'une prise en charge de type privé

b) d'une décision de l'autorité mandante lorsqu'il s'agit d'une prise en charge relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse. ».

Art. 2. L'article 2, § 3, du même arrêté est abrogé.

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les mots « du 31 mai 1999 relatif au code de qualité » sont remplacés par les mots « du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité et de l'accueil ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le 5° est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le remboursement des frais médicaux par la Direction générale de l'aide à la jeunesse pour des enfants confiés par une instance de l'aide à la jeunesse s'effectue conformément aux procédures de l'arrêté du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes. »;

2° au 6° :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « 10 % minimum et » sont supprimés;

b) à l'alinéa 2, les mots « ces deux normes » sont remplacés par les mots « cette norme »;

c) à l'alinéa 3, les mots « les pourcentages de prises en charge visés » sont remplacés par les mots « le pourcentage de prises en charge visé ».

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, un point 7° rédigé comme suit est ajouté :

« 7° Sous réserve des crédits budgétaires disponibles, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer à chaque service, au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire, une avance de trésorerie à valoir sur l'enveloppe visée au 1° pour l'exercice budgétaire en cours.

Cette avance de trésorerie correspond au montant trimestriel des avances sur subsides visées au 4° et est récupérée lors du premier versement desdites avances mensuelles pour l'exercice budgétaire concerné. ».

Art. 6. A l'article 15, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « conformément à l'arrêté du 29 mars 1993 de l'Exécutif de la Communauté française fixant la contribution des parents ou des tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardiennes encadrées subventionnées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance. » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions du Livre IV de l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil. ».

Art. 7. Un article 19/1, rédigé comme suit, est inséré après l'article 19 du même arrêté :

« Pour l'exercice budgétaire 2008, il n'est pas fait application des articles 7, 7°, 9, 6°, et 10 de l'arrêté du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Pour l'année 2008, à la fin de l'exercice budgétaire, pour autant que les dépenses réelles le justifient, les enveloppes visées aux articles 7, 3°, et 9, 3°, de l'arrêté du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont octroyées de manière complète au service pour autant que celui-ci justifie d'une prise en charge cumulée entre les journées relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse et celles relevant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance égale ou supérieure à 80 % du nombre total de journées de prise en charge attribuées au service.

Dans le cas où la condition de 80 % n'est pas remplie, les enveloppes annuelles visées aux articles 7, 3°, et 9, 3°, font l'objet d'une diminution calculée sur base du pourcentage que représente la différence entre 80 % et le pourcentage de l'activité réalisée globalement. Lorsqu'il s'avère que des subventions non dues ont été acquittées, ces montants peuvent être déduits des avances ou soldes auxquels le service a droit. ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 9. Le Ministre ayant l'enfance et l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2887

[C — 2008/29393]

20 JUNI 2008. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 4 en 43, tweede lid;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het advies van het Begeleidingscomité, gegeven op 13 september 2007;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 28 november 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 maart 2008;

Gelet op het advies nr. 44.383/4 van de Raad van State, gegeven op 8 mei 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2008,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 1, 1^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », wordt vervangen als volgt :

« 1^o de opname van een kind, zowel in verblijf als naverblijf, mag verlengd worden op basis van :

a) een aanvraag behoorlijk gemotiveerd en ingediend volgens de procedure bedoeld in § 2 als het om een privé-opname gaat;

b) een beslissing van de opdrachtgevende overheid als het om een opname door een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd gaat. ».

Art. 2. Artikel 2, § 3, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden « van 31 mei 1999 betreffende de kwaliteitscode » vervangen door de woorden « van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode ».

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°. 5° wordt aangevuld als volgt : « De terugbetaling van de medische kosten door de Algemene Directie Hulpverlening aan de jeugd voor kinderen die toevertrouwd worden door een instantie van de Hulpverlening aan de Jeugd, gebeurt overeenkomstig de procedures van het besluit van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren. »;

In 6° :

a) in het eerste lid worden de woorden « minimaal 10 % en » geschrapt;

b) in het tweede lid worden de woorden « deze twee normen » vervangen door de woorden « deze norm »;

c) in het derde lid worden de woorden « de percentages van opname bedoeld » vervangen door de woorden « het percentage van opname bedoeld ».

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingskredieten kan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », tijdens het eerste kwartaal van het begrotingsjaar, aan elke dienst een thesaurievoorschot toekennen dat in mindering komt van de envelop bedoeld in 1° voor het lopende begrotingsjaar.

Dit thesaurievoorschot stemt overeen met het driemaandelijkse bedrag van de voorschotten op subsidies bedoeld in 4° en wordt ingevorderd bij de eerste storting van de bovenvermelde maandelijkse voorschotten voor het betrokken begrotingsjaar. ».

Art. 6. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « overeenkomstig het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peuterspeelplaatsen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders » vervangen door de woorden « overeenkomstig de bepalingen van Boek IV van het besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen. ».

Art. 7. Na artikel 19 van hetzelfde besluit wordt een artikel 19/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het begrotingsjaar 2008 worden de artikelen 7, 7°, 9, 6° en 10 van het besluit van de 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », niet toegepast.

Voor het jaar 2008, op het einde van het begrotingsjaar, voor zover de werkelijke uitgaven het verantwoorden, worden de enveloppen bedoeld in de artikelen 7, 3°, en 9, 3° van het besluit van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », volledig toegekend aan de dienst voor zover deze dienst een gecumuleerde opname verantwoordt tussen de dagen die tot een instantie voor Hulpverlening aan de Jeugd behoren en deze van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », die gelijk is aan of hoger is dan 80 % van het totaal aantal opnamedagen toegekend aan de dienst.

Ingeval de voorwaarde van 80 % niet vervuld wordt, maken de jaarlijkse enveloppen bedoeld in de artikelen 7, 3°, en 9, 3°, het voorwerp van een vermindering uit, berekend op basis van het percentage dat het verschil tussen 80 % uitmaakt en het percentage van de activiteit die globaal uitgevoerd wordt. Wanneer blijkt dat niet-verschuldigde subsidies uitbetaald werden, kunnen deze bedragen afgetrokken worden van de voorschotten of saldi waarop de dienst recht heeft. ».

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Art. 9. De Minister van Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juni 2008.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2888

[C — 2008/29402]

4 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2006 fixant la liste des masters complémentaires répondant aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment ses articles 18 et 33;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2006 fixant la liste des masters complémentaires répondant aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

Vu la proposition collégiale des Recteurs du 28 février 2008 et l'avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française du 11 décembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2008;

Vu la concertation du 6 juin 2008 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;